

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 03/07/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 30/05/2024

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCHIEVER DISTRIBUTION**

Zone industrielle  
89200 Avallon

Références : / 240294  
Code AIOT : 0005401727

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement SCHIEVER DISTRIBUTION implanté Zone industrielle Rue de l'Etang 89200 Avallon.

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHIEVER DISTRIBUTION
- Zone industrielle Rue de l'Etang 89200 Avallon
- Code AIOT : 0005401727    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'entrepôt stocke des produits divers qui alimentent les magasins Auchan de sa zone. Le site est soumis à son arrêté d'autorisation de 2002 et à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sur les sites relevant de l'enregistrement 1510.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- coup de poing incendie

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------

1	Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Demande d'action corrective	1 Mois
2	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 21.	Demande d'action corrective	2 Mois
5	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Demande d'action corrective	1 Mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.	Demande d'action corrective	1 Mois
9	Stockage, rétention, manipulation et transport	Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 11.4	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Aérosols	Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 37.2	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	
8	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 32.5.1	
10	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 27	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas relevé de non-conformités majeures mais plusieurs demandes d'actions correctives permettront d'arriver à une gestion des risques satisfaisante sur le stockage, en cohérence avec les moyens de qualité mis en place au niveau du suivi documentaire des stocks.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.

**Thème(s) :** Risques accidentels - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

Le service risques et conformité assure un suivi des Fiches de Données de Sécurité (FDS) qui sont collectées systématiquement pour tous les produits.

L'exploitant dispose d'un outil Informatique de Suivi des FDS qui permet le suivi de toutes les FDS, de suivre les quantités par rubrique ICPE, de déterminer le type de risque par pictogrammes de sécurité. Il est possible de réaliser des extractions des données, mises en place récemment cette année, permettant des analyses en temps quasi réel.

L'exploitant présente les données du jour de l'inspection sur le site "Entrepôt d'Avallon" : - Quantités stockées pour la rubrique 4320 : 16 306 tonnes (pour un seuil D à 15 tonnes). - pour la rubrique 1510 : 239 570 tonnes (enregistrement du fait du volume).

L'exploitant indique que les données sont hébergées dans deux salles serveurs distinctes, équipées de systèmes d'extinction automatique et de groupes électrogènes dédiés. En septembre, une des salles se verra dotée d'un groupe électrogène dédié supplémentaire.

Il indique que les données sont mises à jour en temps réel. Une extraction de sécurité des données est effectuée au moins chaque mois, et parfois chaque semaine.

Un plan de l'entrepôt avec les zones de stockage est disponible, mais il n'existe pas de plan indiquant les dangers spécifiques des produits.

L'exploitant indique ne pas stocker de combustibles liquides sur ce site mais dans le 71.

Les aérosols et les autres produits dangereux ne sont pas localisés spécifiquement, et les incompatibilités ne sont pas gérées systématiquement.

L'exploitant indique qu'un inventaire physique est réalisé tout au long de l'année et consolidé en fin d'année.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place des alertes configurées automatiquement sur l'état des stocks pour éviter les dépassement de seuil ICPE.

Il convient que l'exploitant stocke les aérosols et les autres produits dangereux dans des emplacements dédiés et identifiés. Ce stockage dédié devra prendre en compte les incompatibilités (qui ne sont gérées aujourd'hui que sur demande du service risques et conformité).

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois


## N° 2 : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Détection automatique d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les locaux à risque sont équipés de systèmes de sprinklers alimentés par deux motopompes. Les locaux TGBT et les onduleurs sont dotés de détections supplémentaires liées au Système de Détection Incendie (SDI) par fumée. La centrale de détection incendie est connectée par report d'alarme au poste de garde et au responsable technique. Le poste de garde est occupé 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, avec un prestataire spécifique pour les week-ends et jours fériés. L'exploitant a présenté les rapports de contrôle suivants du sprinkler: Contrôles semestriels effectués par Socotec, le dernier contrôle date du 25 octobre 2023. Il relève 5 non-conformités avec des risques identifiés depuis 2018, dont une levée en avril 2024. Il s'agit notamment de stockage d'aérosols dans les allées 209, 211, 212, 213, 214, et 216 et d'un débit et pression faibles. Le contrôle triennal a été réalisé le 3 octobre 2023. L'exploitant dispose d'un dossier de réception du Système de Sécurité Incendie (SSI) avec la localisation des détecteurs qui a été établie en 2017. Ce document est disponible auprès du responsable technique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit assurer un suivi formalisé des recommandations des rapports de contrôle.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none"><li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li><li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</li></ol></li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, (édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.</li></ul> <p>[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les RIA sont alimentés par deux cuves sprinkler de 430 m<sup>3</sup> et 760 m<sup>3</sup>, spécialement augmentées à cet effet. De plus, il existe une cuve incendie aérienne de 240 m<sup>3</sup> et un bassin à l'entrée du site d'une capacité de 349 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des réseaux.</p> <p>Le contrôle des RIA et extincteurs est réalisé par Desautel. Le dernier contrôle datant du 20 mars 2024 a porté sur les 27 RIA et plus de 200 extincteurs. Il mentionne un RIA dans la zone 94 qui n'était pas alimenté en raison d'une fuite sur le canal, entraînant la fermeture du RIA. Une intervention du prestataire CSEI a permis de réparer cette fuite.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Consignes


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 21.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Consignes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer ;</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;</li><li>- l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ;</li><li>- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li><li>- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ;</li><li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li><li>- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une ligne téléphonique dédiée est mise en place au poste de garde pour les communications. Un plan d'intervention est également disponible au poste de garde pour guider les services de secours en cas d'urgence.</p> <p>L'exploitant indique qu'en cas d'incendie, les vannes de confinement se ferment automatiquement si les sprinklers sont déclenchés ou si les motopompes entrent en action. Un arrêt d'urgence électrique est au poste de garde et le site est doté de vannes de coupure gaz.</p> <p>Le site ne dispose pas de consignes d'urgence écrites sur l'ensemble de ces sujets, ni de plan d'intervention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est essentiel que le site se dote de consignes d'urgence écrites sur l'ensemble de ces sujets et d'un plan d'intervention.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 Mois</p>



## N° 5 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'en cas de problème sur les moyens d'incendie, il est interdit de réaliser des travaux par points chauds. Les informations sont transmises aux chefs d'équipe. La situation s'est produite récemment sur un RIA, en lien avec la fuite évoquée plus haut, mais le sprinkler restait opérationnel. Si les sprinklers devaient être arrêtés, l'exploitant indique prévenir le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et son assureur. Ces sujets devront figurer dans les consignes demandées plus haut.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 6 : Plan de défense incendie


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li><li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>- s'ils existent, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li><li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li><li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li><li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li><li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li></ul> <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À ce jour, le plan de défense incendie n'est pas formalisé, il le sera en lien avec le plan d'intervention que l'exploitant réalise actuellement dans le département 71.</p> <p>L'exploitant indique qu'environ une dizaine de personnes, volontaires, notamment des managers, est formée en équipier de première intervention (EPI). Il est également envisagé d'instaurer des incitations pour encourager plus de volontaires parmi les 200 employés. Les équipes sont organisées en trois roulements : matin, après-midi et nuit.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mieux formaliser la présence des EPI dans les équipes pour garantir une présence permanente, et chercher des solutions pour augmenter le nombre de volontaires.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 7 : Surveillance et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Surveillance et contrôle des accès
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.
<b>Constats :</b> Rappel 2017 : Les limites du site sont clôturées limitant l'accès aux personnes du site. Les entrées/sorties des véhicules sont systématiquement enregistrées.  Constats 2024 : L'exploitant précise en plus que le portail est fermé en dehors des horaires d'ouverture du site. L'accès au bassin d'incendie est entravé par des ronces.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit dégager l'accès au bassin d'incendie entravé par des ronces.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 8 : Moyens matériels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 32.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens matériels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté au moins: [...] - d'une installation d'extinction automatique à eau pour les entrepôts de type Sprinkler alimentée par deux réservoirs d'eau de 760 et 430 m³. - d'une réserve d'eau de lutte contre l'incendie de 440 m³ (300 m³ au bassin d'orage et 140 m³ dans la cuve aérienne) entretenue régulièrement et utilisable en tout temps et de prises incendie permettant leur utilisation. [...]
<b>Constats :</b> Pour la lutte contre le gel, l'exploitant précise que les cuves des sprinklers sont équipées de résistances, que les réservoirs d'eau sont également équipés de résistances contre le gel. Le bassin incendie n'est pas équipé de systèmes de lutte contre le gel mais est doté d'une aspiration par le bas, ce qui permet son bon fonctionnement en cas de gel (qui touche surtout la surface).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 9 : Stockage, rétention, manipulation et transport

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Stockage, rétention, manipulation et transport
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés. [.....]
<b>Constats :</b> <b>Rappel 2017 :</b> Non-conformité : Lors de la visite, plusieurs containers contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol, dans le local d'entretien des véhicules, n'étaient pas sur rétention ou disposaient de rétentions sous dimensionnées. L'exploitant doit démontrer que tous les produits de ce type sont sur rétention dont la vacuité et le volume soient suffisants.  <b>Constats 2024 :</b> Dans l'atelier de réparation de poids lourds, l'Inspection a constaté la présence de bacs de rétention, dont le volume est adapté aux produits présents. L'exploitant indique qu'aucun produit dangereux liquide n'y est présent. Concernant les produits spécifiques stockés dans le bâtiment, donc sans risque immédiat de contamination de l'environnement : l'Inspection relève la présence d'une quantité de 6,8 tonnes de pastilles d'eau de Javel. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) les classent comme H400 (très toxiques pour les organismes aquatiques).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit placer les pastilles d'eau de Javel (bien que non liquides) et les autres produits présentant des risques forts pour l'environnement sur les zones de rétention appropriées pour éviter tout déversement accidentel dans l'environnement.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 10 : Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants : - registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés les renseignements définis [...] dans l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement [...]
<b>Constats :</b> Rappel 2017 : Non-conformité : L'exploitant ne disposait pas de registre de suivi des déchets comme défini dans l'arrêté du 29 février 2012.  Constats 2024 : L'exploitant dispose d'un registre des déchets. Il a présenté une extraction TrackDéchets notamment pour les déchets produits par l'atelier mécanique, identifiés par un numéro de Bordereau de Suivi des Déchets (BSD). Les critères d'entrée des déchets (principalement de l'atelier) sont définis par le directeur de l'atelier mécanique, sur le principe de l'impossibilité de les revendre, réutiliser, ou donner. Les déchets liés aux stockages sont simples à identifier (reste d'emballages...) Le remplissage du système Trackdéchet est effectué par un prestataire externe. Le tri des déchets se fait selon le Tri 5 flux (en l'absence des 2 nouvelles catégories non présentes sur site).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 11 : Aérosols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2002, article 37.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Aérosols
<b>Prescription contrôlée :</b> Emplacements spéciaux réservés : Des emplacements spéciaux munis de moyens spécifiques de lutte contre l'incendie sont aux liquides particulièrement inflammables, aux produits présentant des risques de réactions dangereuses, aux produits incompatibles avec l'eau. Ces produits sont stockés jusqu'à une hauteur maximale de 5 mètres par rapport au niveau du sol.
<b>Constats :</b> Rappel 2017 : Observation : L'inspection a identifié des stockages d'aérosols (mention de danger: H229, récipient sous pression : peut éclater sous l'effet de la chaleur; H 225 Liquide et vapeurs très inflammables; H 226 Liquide et vapeurs inflammables.). L'exploitant doit préciser à l'inspection la nature des risques des aérosols stockés et définir les conditions de stockage de ces produits, conformément à la réglementation en vigueur.  Constats 2024 : L'exploitant indique ne pas avoir trouvé de réponse au rapport de visite 2017, du fait de départ du personnel concerné. Il va voir comment y répondre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit formaliser sa gestion des produits dangereux (bien gérés sur le plan de l'état des stocks et de la documentation) au niveau de ses stockages, en mettant en place des emplacements dédiés et en justifiant du caractère adapté des mesures de protection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois